

# alter ego

le journal #105

Réalisé par des usagers de drogues,  
des bénévoles et des travailleurs  
sociaux de l'association Aurore

CRACK



ACTION BARBÈS : UNE ASSOCIATION DE RIVERAINS  
SOLIDAIRES / ESPACE MOBILE DE GRATUITÉ DE L'APSAJ /  
DOSSIER SUR LE CRACK ET LES MARAUDES / UNE PRISE  
EN CHARGE DIFFICILE DES USAGERS DE CRACK / TRIP À  
PORTE DE LA CHAPELLE : RÉCIT D'UNE MARAUDE / LE  
CHEMSEX, UNE PRATIQUE LIANT LA SEXUALITÉ ET LES  
DROGUES / LIVRET DES USAGERS : LA RENCONTRE DE  
DEUX MONDES / EGUS 12<sup>ème</sup> ÉDITION

# SOMMAIRE /

## ÉDITO

Réduction des risques et citoyenneté 3

## ÉCHOS DU QUARTIER

Action Barbès, une association de riverains solidaires 4

Espace mobile de gratuité de l'APSAJ 6

## DOSSIER / LE CRACK ET LES MARAUDES

Une prise en charge difficile des usagers de crack 8

Trip à Porte de la Chapelle : récit d'une maraude 10

## CHEMSEX

Le chemsex, quand drogue et sexualité se rencontrent 11

Le chemsex, nouvelles pratiques pour nouveaux consommateurs 12

## PARTICIPATION

Le Livret des usagers : la rencontre de deux mondes 13

EGUS 12<sup>ème</sup> édition 15

Directeur de la publication  
Léon Gomberoff

Secrétariat de rédaction  
Léo Devillers

Réalisation graphique  
Paula Jiménez

Ont participé à ce numéro  
Nina Astorri, Boris Guichard, Maxime  
Grimbert, Mathilda Mozer, Claire Noblet,  
Thomas Papin, Sarah Petit, Anatole Dumas  
Primbault, VHK.

Photos et illustrations  
© Camille Déjoué  
© Benjamin Grassineau  
© Kiki Picasso  
© Elie Punk  
© Stéphane Ricout

Dessin de couverture  
© Camille Dejoue

Imprimerie ADVENCE  
139 rue Rateau - 93120 - La Courneuve  
Parution trimestrielle  
ISSN 1770-4715

## ego

Est un service de  
l'association Aurore.  
Il reçoit et accompagne des  
usagers de drogues dans une  
démarche de réduction  
des risques

EGO - Association AURORE  
13, rue Saint-Luc - 75018  
Tel: 01 53 09 99 49  
alterego@auore.asso.fr

# alter ego / Réduction des risques et citoyenneté

À Paris, une partie du travail des centres traitant la problématique addictive concerne la consommation de crack. Ce travail de santé publique consiste fondamentalement à proposer l'accès aux soins et aux droits à des personnes vivant dans l'extrême précarité, tout en respectant leur liberté. Par ailleurs, il existe un certain consensus attestant de la nécessité de ce travail pour améliorer la sécurité et la tranquillité publique des lieux de vente et de consommation de crack à grande échelle.

Après trente ans d'évacuations des différents squats (fermés ou à l'air libre), un accord général s'esquisse sur l'inefficacité de la répression, qui, en elle-même, ne pourra pas régler le problème du crack à Paris. Les évacuations, on le sait, ne font que déplacer le problème. Toutefois, les autorités publiques peinent à sortir d'une logique *dégagiste*, surtout lorsque le soin est envisagé comme un « soin sur contrainte », portant *in fine* un objectif d'évacuation similaire.

En effet, le soin est conçu comme une forme de continuation de la répression par d'autres moyens. Cette conception du soin n'est pas un hasard, elle ne représente que l'actualisation de la loi de 1970, l'une des législations les plus répressives d'Europe, considérant le consommateur de drogues comme un délinquant à incarcérer ou comme un malade à traiter. C'est ainsi qu'en novembre 2020, le ministère public répond à la problématique de la présence des consommateurs de crack en rue en renforçant une politique pénale de prononciation d'interdictions de paraître dans certains territoires et d'injonctions thérapeutiques.

Cette manière de traiter les consommateurs de drogues, en plus d'être parfaitement inefficace, interroge profondément leurs droits en tant que citoyens libres. En effet, s'ils choisissent de consommer des drogues, ils n'ont *de facto* pas le droit de paraître dans certains territoires ; toutefois, s'ils sont malades, ils se voient dans l'obligation de se soigner.

Or, toute l'expérience des soins en addictologie montre que le soin est seulement possible quand la personne accepte d'elle-même l'aide qu'on lui propose – la volonté doit être de son côté. Il faudrait peut-être commencer à traiter les consommateurs de drogues, et même les usagers de crack vivant dans des conditions de précarité, comme des citoyens responsables. Ces personnes ne sont pas uniquement des malades victimes d'un désir irrésistible de consommer ; elles ne sont pas non plus que les victimes d'une politique prohibitionniste : elles effectuent des choix.

On pourrait dire qu'il ne s'agit pas toujours des bons choix, mais qui peut vraiment porter un jugement sur les choix des autres ? Des personnes à certains moments cruciaux de leur vie, une rupture, le besoin d'appartenance, la recherche d'évasion ou de plaisir, se réfugient dans la consommation. Dès lors, cette expérience de consommation peut être plaisante, agréable, expliquant alors le souhait de sa répétition.

Toutefois, la consommation incontrôlable, les maladies, la précarité extrême, la violence et le désespoir ne sont pas forcément les choix de tout le monde. Les usagers de crack ne sont pas une horde de barbares irrationnels qu'il faudrait repousser. Ce sont, peut-être, des citoyens qui choisissent.

Si nous acceptons cela, on commence à comprendre qu'il s'agit de personnes pouvant aussi prendre des décisions pour se protéger. C'est le principe de la réduction des risques. Si les personnes qui s'injectent des produits ont la possibilité d'utiliser des seringues stériles, elles vont le faire. Si elles ont des endroits pour manger ou pour dormir, elles vont s'y rendre.

C'est ainsi que, pour prendre des décisions protectrices, il faut que les alternatives soient disponibles. Aujourd'hui, pour les personnes qui consomment du crack à Porte de la Villette, il n'y a pas vraiment d'alternative sérieuse. Construire cette alternative relève de notre travail en tant que citoyens.

# Action Barbès

Action Barbès est une association de riverains. Créée en août 2001, elle a fêté l'été dernier ses 20 ans d'existence. Pour évoquer l'histoire et les modes d'action de cette association citoyenne, nous sommes allés à la rencontre de Jean-Raphaël Bourge, l'actuel président du conseil d'administration.

## Action Barbès : constitution, principes et fonctionnement

Action Barbès est une association d'habitants mobilisés pour améliorer leur cadre de vie. Elle rassemble des riverains attachés à défendre une certaine image du quartier et lutte contre les stéréotypes trop souvent associés à ce territoire. Les adhérents s'impliquent selon leurs disponibilités, leurs compétences et leurs centres d'intérêts au sein des trois arrondissements concernés (9<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup>).

L'association compte également un certain nombre d'adhésions de soutien de la part de personnes qui ont à cœur de suivre l'évolution de ce secteur aux multiples facettes. Jean-Raphaël précise : « Ce qui nous motive avant tout, c'est la compréhension des phénomènes existants ou émergents à l'échelle de nos quartiers ; nous essayons de maintenir un positionnement critique vis-à-vis des politiques publiques, des mairies, de la police ou de grands acteurs comme la SNCF ou la RATP. »

Action Barbès ne s'engage pas sur tous les sujets : le choix des thématiques dépend du niveau de connaissance des problématiques de ses adhérents, de leur capacité à investiguer, mais surtout de l'intérêt réel que le sujet peut revêtir pour les riverains. Chaque dossier est traité en profondeur afin de saisir les différents enjeux avant de prendre position. Pour ce faire, l'association s'appuie sur les compétences et métiers représentés en interne chez les adhérents (universitaires, journalistes, architectes, juristes, professeurs, commerçants...) et sollicite au besoin des acteurs externes, plus spécialisés.

Ce travail nécessite d'entretenir de bons rapports avec les acteurs locaux, élus, forces de police, associations, comités de voisinage, commerçants... ; un travail de fourmi, très chronophage mais indispensable, selon Jean-Raphaël, pour garantir la crédibilité de la parole portée. À l'issue des périodes d'investigation, Action Barbès formule des propositions concrètes et pragmatiques. La plupart des sujets sont diffusés sur le blog de l'association, relayés par une newsletter envoyée régulièrement à tous ses abonnés.

Les rédacteurs diffusent également l'actualité culturelle des différents quartiers et présentent les nouveaux projets artistiques. Ainsi, le blog constitue un vecteur de communication et un soutien réel pour les artistes locaux qui bénéficient de l'audience médiatique d'Action Barbès.

L'association cosigne en outre un certain nombre de tribunes, notamment pour réclamer plus d'hébergements ou l'installation de lieux d'accueil pour les migrants et les consommateurs de drogues. Par ailleurs, elle a récemment été auditionnée par la mission flash d'une commission parlementaire qui préconise depuis l'extension des dispositifs de type SCMR.

Cette association tient à rester totalement indépendante, elle ne bénéficie d'aucun financement extérieur en dehors des cotisations des adhérents. Jean-Raphaël ajoute : « Nous sommes très attachés à ce mode de fonctionnement qui

Originaire de Franche-Comté, Jean-Raphaël Bourge a grandi dans un milieu rural. D'abord formé à l'horticulture et à la fleuristerie, il reprend quelques années plus tard des études en science politique, puis enseigne un temps à l'université. Lorsqu'il arrive à Paris à 21 ans, il déménage à deux reprises avant d'atterrir par hasard à la Goutte d'Or il y a une dizaine d'années. Il se souvient avoir eu alors très rapidement le sentiment « d'arriver enfin chez lui ».

Il intègre Action Barbès en 2014, lors de l'intensification des débats autour de l'ouverture d'une SCMR, sujet qui l'intéresse tout particulièrement, et qu'il soutient encore aujourd'hui. Après plusieurs années de présence au sein du comité d'administration d'Action Barbès, il accepte en 2018 d'en assurer la présidence. L'association compte actuellement plus d'une centaine de foyers adhérents.

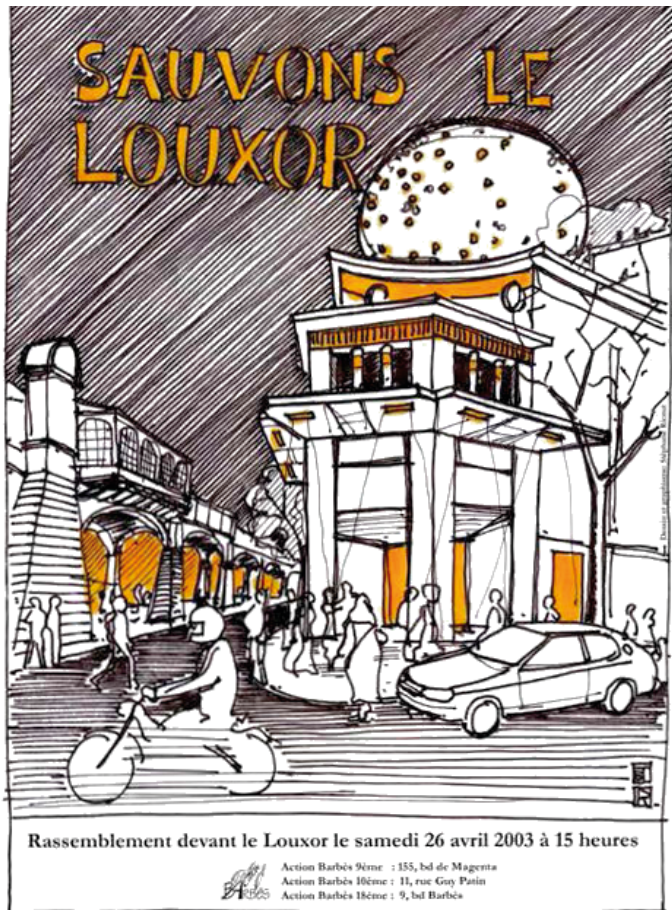
Il est également secrétaire de rédaction d'une revue universitaire : *Administration & Education*, qui édite des articles issus de débats visant à produire des propositions innovantes, à destination de directeurs d'établissement ou d'étudiants en sciences de l'éducation. En parallèle, Jean-Raphaël Bourge partage sa passion pour l'histoire de la Goutte d'Or dans un blog plus personnel *28 rue Affre* qui regorge d'anecdotes et de récits historiques très documentés

En ce sens, il aime rappeler que la présence de consommateurs dans ce quartier ne date pas d'hier : « Au début du XX<sup>ème</sup> siècle déjà, les overdoses liées à la consommation d'opium sur le boulevard de la Chapelle n'étaient pas rares. Prostitution, banditisme et consommation de drogues n'ont cessé de coexister depuis cette époque ».

Pour conclure, il partage un point de vue éclairant : « De manière très singulière, on observe à la Goutte d'Or une acceptabilité et une bienveillance accrues des habitants vis-à-vis des problématiques liées à la précarité sociale. Ce seuil de tolérance plus élevé à l'égard de certaines formes de délinquance ou de violence dans l'espace public, témoigne de l'attachement des personnes concernées à la recherche de solutions pragmatiques. »

garantit une parole libre sur tous les sujets traités. Il s'agit réellement d'une action citoyenne et non politicienne. »

Un des objectifs est de forcer les trois arrondissements concernés à travailler de concert, ce qui n'est pas toujours simple. Le président se félicite néanmoins de parvenir plus facilement à présent à regrouper les services homologues des différentes mairies.



© Stéphane Ricout a réalisé des dessins et des photos dans le cadre de son engagement pour l'association Action Barbès

## Une multitude d'actions concrètes

Voici quelques exemples de projets initiés, appuyés ou ayant vu le jour grâce à Action Barbès :

- Le sauvetage puis la réhabilitation du cinéma « Le Louxor » entre 2001 et 2013.
- L'implantation d'une brasserie au carrefour Barbès (2011-2015).
- Le soutien à l'implantation d'une SCMR à Gare du Nord. Action Barbès participe activement au comité de voisinage de la salle depuis sa création. Par ce biais, elle a notamment réclamé l'extension des horaires du dispositif pour répondre davantage aux besoins du public cible.
- Concernant la sécurité, Action Barbès formule des propositions d'aménagement de l'espace public comme la suppression d'équipements inutiles lorsqu'ils créent des angles morts.
- L'aménagement de la promenade urbaine, le long du boulevard de la Chapelle. La mise en valeur du Viaduc n'est pas finalisée, la ville devant notamment encore installer un rétroéclairage pour créer l'effet d'un tapis lumineux.

- Le changement du plan de circulation dans le quartier Goutte d'Or (en cours) : Jean-Raphaël rappelle que 80% des foyers ne sont pas équipés de voitures ; or les habitants subissent encore trop de nuisances liées à la présence d'axes traversants.
- La rectification de l'aménagement des pistes cyclables sur les boulevards Magenta (réalisé) et Barbès (à venir) : une mise en couleur des pistes doit sécuriser le déplacement des piétons. Il est également prévu la coordination des actions de nettoyage et d'entretien des différents espaces verts.
- Le renfort des marquages au sol et le désencombrement des trottoirs pour sécuriser les déplacements des déficients visuels et des personnes âgées.
- Le suivi des appels à projets pour le futur remplacement des magasins Tati. Action Barbès compte influencer le choix du type de commerce qui sera retenu.
- La surveillance et la détection de nuisances éventuelles pour les riverains pendant la réalisation de grands chantiers, comme la restructuration actuelle de l'hôpital Lariboisière.

*Claire Noblet*

+ Comment adhérer à Action Barbès ? Bulletin d'adhésion en ligne sur le blog de l'association : <http://actionbarbes.blogspot.com/list/adhesion-a-action-barbes/bulletin-d-adhesion-2016-2017.html>

# ESPACE MOBILE DE GRATUITÉ

## FAVORISER L'INTERACTION ET LES RELATIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES

*Rencontre avec deux professionnels de l'APSAJ : Tahar Bouhouia, éducateur de rue et sociologue, et Benjamin Grassineau, sociologue. Tous deux participent au pilotage du groupe recherche/action du laboratoire « Lignes de Crête » et travaillent sur le projet de « L'Espace mobile de gratuité ».*

*Ces paroles n'ont pas été retranscrites au mot près, il s'agit d'une prise de notes synthétique afin de proposer une réécriture sous forme d'interview plus adaptée au format de ce journal.*

### **Tout d'abord l'APSAJ qu'est-ce que c'est ?**

Il s'agit de l'acronyme de l'Association de Prévention Spécialisée et d'Accompagnement des Jeunes. Elle existe depuis 2018 et est issue de la fusion entre l'Association pour le Développement de la Culture et des Loisirs des Jeunes de la Chapelle (ADCLJC qui existait depuis 1968) et de la Maison des Copains de la Villette (MCV). C'est donc une association de prévention qui intervient auprès des jeunes du 18<sup>ème</sup> et du 19<sup>ème</sup> arrondissements directement en rue et avec un accueil sur différents locaux.

Comme toute association de prévention en direction des jeunes, elle s'inscrit dans un territoire défini et a pour grands principes : la protection de l'anonymat, la libre adhésion et la non-institutionnalisation des projets.

Les professionnels (une quinzaine d'animateurs/éducateurs de rue et un psychologue) intervenant dans cette structure, font de « l'aller vers » auprès des jeunes du quartier ciblé en travaillant sur leurs parcours de socialisation, les contraintes de la vie en société, l'école et/ou le travail, la citoyenneté et leur quotidien.

### **L'Espace mobile de gratuité (EMG) c'est quoi ? Comment vous est venue l'idée ?**

Depuis très longtemps, les éducateurs de la prévention spécialisée dans le 18<sup>ème</sup> et le 19<sup>ème</sup> sont confrontés à une violence extrême entre bandes de jeunes, dorénavant observée entre les *modous*, les jeunes et les consommateurs de crack.

Des conflits territoriaux qui marquent des frontières telles que les éducateurs, malgré leurs propositions de liens, d'activités sportives, de voyages... semblent difficilement franchir. Vient alors l'idée de créer une cellule de recherche où ils pourraient échanger, croiser les regards sur leurs expériences, leurs questionnements, leurs analyses. C'est la naissance du laboratoire Lignes de Crête en février 2019 (un réseau constitué pour penser les actions avec les acteurs de terrain au cœur de l'action, adossé à l'APSAJ, dans une mise en perspective sociologique et anthropologique). Son objectif principal est de réfléchir et d'agir sur les spirales de la violence et sur la question des frontières afin de pouvoir créer des outils à mettre à la disposition du public concerné pour enrayer au mieux ces phénomènes.

### **Partant de l'hypothèse que les jeunes ont la solution en eux pour combattre la spirale de la violence, pourquoi ne la réalisent-ils pas ?**

Lignes de Crête s'est alors posé le problème autrement : « Si tant est qu'il existe une solution et que les jeunes sachent se mobiliser pour s'en saisir, il est indispensable de leur fournir un outil qui leur permette de pouvoir disposer et manipuler librement les ressources pour la trouver, cette solution ». L'Espace mobile de gratuité est donc un outil « libre » qui suppose une démarche « d'apprentissage autonome » et non pas « d'apprentissage de l'autonomie », mis à disposition dans ce but.

C'est un dispositif qui a été imaginé et développé avec l'association GratiLib<sup>1</sup>, qui a pour finalité l'accroissement des libertés individuelles par la promotion et le développement de la gratuité, du *Do it yourself*, du libre accès et de la culture libre ; l'EMG est un outil qui permet d'investir l'espace public dans un développement endogène (finalités, moyens, efforts au maximum sous le contrôle des acteurs endogènes).

Concrètement, sa matérialisation épouse différentes formes : un caddie, une caravane, quelque chose qui peut en transporter d'autres... gratuites. C'est un espace de partage, d'échange, de don et de réception mais pas forcément sous la forme de troc : une personne peut donner sans rien prendre ou prendre sans rien donner.

1. Leurs services sont accessibles sur le site <https://asso.nonmarchand.org/>.



© Benjamin Grassineau

### **Pour en revenir au public, ça peut leur servir à quoi ?**

Le but, c'est surtout d'éviter la juxtaposition et la coprésence des personnes qui vivent dans le même quartier, pour favoriser l'interaction et les relations intergénérationnelles. L'EMG sert à faire circuler des objets gratuits sans obligation de retour et permet donc aux gens d'être un support à la rencontre.

À Puivert (site fixe), les habitants ont repris en main l'espace de gratuité. Il n'y a plus d'intervention extérieure, l'expérience se fait sans subvention, au plus proche de l'informel. La contrainte est plus forte à Paris, le projet doit être adapté au territoire. La construction se fait au fur et à mesure de l'expérimentation.

### **Comment accompagnez-vous ce projet à travers cette expérimentation ?**

L'idée, c'est d'avancer dans la rue, sur différents territoires, avec une structure mobile qui met un point d'honneur à la maximisation de la volonté de contribuer à la société dans un espace de liberté, de rencontre et d'échange entre les gens pour créer ou remobiliser l'envie de faire des choses ensemble.

### **Avec ce caddie du « tout gratuit » vous intervenez donc sur différents territoires ? Qu'est-ce que cela implique ?**

Lorsque le caddie se déplace à Éole, dans les jardins partagés de la rue du Maroc, avenue de Flandres ou à la Goutte d'Or, ce n'est évidemment pas la même chose. Ce n'est pas le même public, pas les mêmes approches, pas les mêmes besoins... Il faut perpétuellement s'ajuster et s'améliorer. C'est comme la prévention spécialisée, d'ailleurs ça en reprend les plus grands principes.

En réalisant cette interview, je m'aperçois que les grands principes dont ils m'ont parlé pour cet espace de gratuité, à savoir, la libre adhésion, l'absence de mandat nominatif, l'anonymat, le travail interinstitutionnel, les pratiques non institutionnelles, qui sont communs à la prévention spécialisée, le sont aussi à « l'aller vers en RdR ».

Et si ce projet était transposable ou même utilisable tel quel en direction des usagers que les équipes de rue rencontrent ? Après tout, les personnes qui consomment en rue sont habituées à pratiquer des échanges ; il existe d'ailleurs des sortes d'échoppes où des achats de tabac et de boissons peuvent se faire sur les « scènes ouvertes », mais la gratuité est un concept encore peu expérimenté. Il peut l'être mais souvent par communauté ou affinités fortes (à Porte de la Villette, le repas du soir est très souvent partagé entre les personnes). Allons plus loin : et si on arrivait à faire émerger l'idée chez les usagers que nous accompagnons, ou que nous rencontrons sur les scènes de consommation, pour faire plus que les associer, pour qu'ils prennent en main le projet et le réalisent eux-mêmes ?

*Mathilda Mozer*

# Les usagers de Crack

## une prise en charge difficile

*Les tensions politiques et médiatiques autour de la question du crack à Paris se sont une nouvelle fois exacerbées au printemps 2021, dans le contexte des suites de l'évacuation de la « Coline du crack » (2019) puis des confinements qui ont accru la visibilité des usagers de crack à la rue.*

**A**près l'évacuation d'un grand lieu de rassemblement des usagers (Le tunnel Rosa Parks) le 3 septembre 2020, les usagers et les dealers sont revenus en masse vers le jardin d'Éole en journée et aux alentours de la place de la Bataille de Stalingrad la nuit. Des centaines de consommateurs sont présents en même temps dans ces deux lieux. La nuit, la situation à Stalingrad devient difficilement tenable, les voisins ne peuvent plus dormir. Une évacuation est réalisée le 17 mai 2021. Le jardin d'Éole est désormais ouvert la nuit pour les consommateurs de crack. Un grillage est installé au milieu du jardin.

Cette décision aboutit à la création d'une scène de consommation ouverte. L'absence de dispositifs de prise en charge participe à aggraver encore davantage la situation de personnes déjà très fragiles, celle des riverains, et met à mal le travail des associations d'accompagnement des usagers de drogues. Enfin, suite à la déconvenue de cette opération, les autorités décident de fermer cet espace aux consommateurs le 30 juin, laissant tout l'été les usagers errer sur le trottoir, devant le parc.

La situation du trottoir devant le parc est sans aucun doute pire encore. Les usagers sont entassés dans un petit espace à la vue de tout le monde. Aucune intimité n'est possible pour eux, les nuisances dans l'espace public se démultiplient. La situation change encore le 24 septembre 2021. Les usagers sont déplacés dans un square à Porte de la Villette où la scène ouverte de deal et de consommation est tolérée jusqu'à nouvel ordre.

Depuis 30 ans que la scène crack est présente à Paris et que des espaces (trop peu nombreux) de prise en charge des consommateurs de drogues sont ouverts, comment peut-on expliquer le marasme politique concernant ces problématiques ? L'entretien qui suit n'a pas tant pour but de rappeler les solutions déjà proposées par les associations et les professionnels de la réduction des risques, que de donner la parole aux personnes concernées et œuvrant à l'amélioration concrète de cette situation.

### **Entretien avec J., consommateur depuis plusieurs années, habitué du quartier et du jardin d'Éole**

**Comment as-tu appris l'ouverture d'une scène de consommation ouverte dans le jardin ?**

Je traînais là-bas avant, on n'était pas beaucoup et on était très à l'aise pour fumer. J'ai appris le déplacement des gens par des connaissances, je pensais que ça allait créer un espace de consommation peu visible où les gens seraient bien, un peu

comme la Colline. Moi j'y vais très peu en ce moment, je ne m'y sens pas bien.

**Qu'en est-il de l'ouverture pour les personnes consommatrices ?**

Finalement, il y a trop de gens pour un petit carré d'espace, ce qui rend la consommation très visible, tout est concentré. J'ai l'impression que c'est un musée, que les gens viennent voir ce qu'on fait. C'était déjà limite quand ils ont ouvert le parc : violence, agressions, beaucoup de consommation et de dealers. Mais depuis qu'ils l'ont fermé, c'est encore pire, les gens sont sur le trottoir, il y a des situations d'hygiène et de santé très compliquées. Les maladies, les insectes, la pisse, la saleté, ce n'est pas beau. Évidemment, cette situation n'a rien changé pour les gens, si ce n'est plus de consommation et plus de galères.

Pas mal de fumeurs habitués du quartier et du jardin ont préféré bouger et se sont dispersés plus loin, la situation est trop tendue. Moi maintenant, je préfère être chez moi, à fumer avec deux-trois potes. Mais à mon tour de poser une question : à quand la salle de consommation ?

### **Entretien avec l'équipe mobile du CAARUD EGO**

**Comment décririez-vous votre travail et vos missions ?**

Nous sommes une équipe mobile issue du plan crack qui travaille sur les 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> arrondissements. En ce moment on est surtout à Porte de la Villette et à Stalingrad. En général, on se déplace sur les scènes de consommation en rue. C'est une équipe d'accompagnement et de réduction des risques ; on ne distribue pas de matériel et on essaye de discuter des consommations, d'accompagner les personnes vers des lieux fixes de prise en charge, de faire quelques démarches administratives. On a une mission « d'aller vers » les personnes, d'être présents sur les scènes de consommation, on représente un premier contact. Les infirmiers font des soins primaires, des suivis de plaies, des orientations vers des lieux de soins, et donnent aussi des conseils en prévention et en santé. Nous travaillons essentiellement avec et pour des consommateurs de crack.

**Êtes-vous informés des différentes décisions concernant le déplacement des usagers de drogues ?**

Nous avons appris l'ouverture de cette scène de consommation seulement quelques jours avant, en discutant avec les gardiens du parc et l'UASA<sup>1</sup>. Nous avons appris la fermeture du jardin par la presse. Le déplacement des usagers vers la porte de la Villette, nous l'avons appris sur place, nous étions présents au moment des faits.

**Quel impact sur votre travail et sur les personnes présentes sur place ?**

C'est compliqué pour nous, à la fois pour notre sécurité mais aussi pour pouvoir approcher les gens. Discuter dans cette

1. Unité d'Assistance aux Sans Abris de la mairie de Paris.





© Camille Déjoué

tension permanente, les faire sortir de cet endroit, c'est vraiment compliqué. Mais on y va quand même, il y a des usagers donc on y va, mais ce n'est vraiment pas la meilleure situation pour du suivi de rue, pour de l'aller vers. C'était plus simple avant : il y avait des consommateurs dans le parc et dans les différentes scènes, l'effectif était plus réduit, ce qui rendait plus facile la création d'un lien et d'un vrai temps de discussion et d'accompagnement.

Il faut se rappeler que l'on parle d'êtres humains, et d'un parc public. Avant ces « opérations », il y avait une présence de consommateurs dans le parc, mais, avec cette scène, le fait de se retrouver entassés crée inévitablement des tensions du fait de la grande promiscuité des consommateurs et des dealers. En effet, il y a parfois autant de *modous*<sup>2</sup> que de fumeurs. C'est aussi devenu un espace de vie, certaines personnes ne bougent presque plus de là. Dès lors, il y a sûrement eu un

impact sur l'augmentation de la consommation de certains, du fait de la proximité des dealers, mais ça a aussi eu l'effet inverse pour d'autres : trop de tensions, de problèmes, de *modous*, et donc un éloignement de cet espace. On observe la concentration spatiale d'un problème de santé publique urgent, sans y apporter de solutions pérennes. En ce sens, il faudrait un vrai accueil de ces personnes, pas une scène ouverte où tout est permis. Les retours sur ce qu'on demandait sont malheureusement timides, à savoir : des places d'hébergement, des salles de consommation à moindre risque et plus de financements. À mon sens, la véritable question ne devrait pas être celle du décompte ou de la caractérisation des consommateurs de crack, mais celle des actions mises en place en matière de lutte contre les exclusions, ainsi que le problème sous-jacent de santé publique que représente le crack. Le problème n'est pas tant la consommation de crack en soi, mais bien l'extrême précarité, la rue, l'exclusion, les souffrances psychiques et toutes les violences qui en découlent.

2. Appellation des dealers de crack.

Anatole Dumas Primbault



© Camille Déjoué

## Trip à Porte de la Chapelle

*Parcours de maraude de Thomas Papin, éducateur spécialisé de l'équipe mobile du CAARUD EGO, habitué de la prise en charge des consommateurs de crack.*

**J'**ai commencé à faire des maraudes en 2019, au plus proche de notre « quartier » : la Goutte d'Or, puis au Château Rouge. Au fur et à mesure de ma découverte du terrain, une collègue m'a introduit au travail réalisé à la « Colline ». Cette première rencontre s'apparente à un voyage en terre inconnue. Pour y pénétrer, il faut passer sous le pont où l'on distingue cet immense graffiti qui annonce la couleur : « Porte de l'enfer ». Après avoir passé l'avertissement, on continue notre périple au sein de la Colline, jusqu'à apercevoir les premiers feux de bois, signes de vie des habitants. Rentrer dans ce village au bord du périphérique demande un certain courage. Il faut tout de suite prendre ses marques, regarder, analyser, ressentir. On observe, on sent l'atmosphère, on juge si on peut s'approcher ou pas. On y retrouve parfois des têtes connues qu'on salue de près ou de loin. Tous les dangers inhérents au voyage deviennent moins effrayants lorsqu'ils sont partagés avec notre partenaire, qui représente un allié de taille pour arriver à bon port.

En janvier 2019, dans la cadre du plan crack, l'équipe mobile est créée. Je fais partie des premiers éducateurs qui la composent. Nos objectifs sont multiples : mener une action « d'aller vers » auprès des usagers les plus en difficulté et n'arrivant pas ou plus à se rendre dans des centres d'accueil. Nous contribuons également à la médiation et à la veille des « scènes de consommation ». Il était aussi possible – dans le cadre du renforcement du dispositif Assore – de proposer des places de mise à l'abri à des usager·e·s que nous connaissions suffisamment pour anticiper une évolution positive dans ce type de dispositif. Nous avons rapidement commencé à intervenir à Porte de la Chapelle : au départ tous les mardis, puis, chemin faisant, plusieurs jours et même quotidiennement quand le besoin s'en faisait ressentir, qu'importe la météo ou la fatigue.

Notre intervention ne se limitait pas uniquement à la Colline ; nous nous déplaçons aussi sur le fameux « Boulevard » régulièrement bondé, où tout le monde se pousse pour circuler. De notre côté, on salue les usagers tranquillement assis

face au stade. On y croise nombre de petits stands inhabituels. Des petits métiers de rue se créent : épicier, barman, cafetier « touba », cuisinier. On y trouve de tout pour y passer la soirée. Au milieu des usagers, il n'est pas rare de croiser des migrants, également consommateurs de crack. C'est un secret de polichinelle, le nom du produit est sur toutes les lèvres, au centre de l'attention. Il constitue à la fois une source de profit pour certains et une source de plaisir éphémère pour d'autres. Au bout d'un moment, quand notre action commence à s'ancrer, on est reconnu, accueilli, avec le sourire par tout le monde : « Ah, salut Aurore ! Mais on est dimanche vous êtes pas au lit ? » Eh bien non ! Même un dimanche, nous sommes présents avec la volonté de la rencontre ; car, les maraudes, c'est avant tout et surtout une histoire de voyage et de rencontres.

Je me rappelle un moment fort en émotions et signifiant pour l'équipe mobile : l'organisation d'un repas en hommage aux personnes décédées, avec l'aide des habitants de la Colline et des partenaires de Coordination Toxicomanie. Après l'évacuation de la Colline, le quartier change radicalement, mais les usagers n'ont pas pour autant disparu de la Porte de la Chapelle. A cet effet, lors de la création de l'espace de repos, nous avons tout de suite mis en place des maraudes quotidiennes aux alentours de nos locaux. Nos actions nous ont orientés au camp de la porte d'Aubervilliers où nous avons fait la rencontre de nombreux usagers. Notre objectif, au vu de la situation, s'est infléchi : nous devons aller à la rencontre des personnes dans le quartier pour leur offrir la possibilité de venir « prendre soin » d'elles à l'espace.

Cependant, l'évolution rapide et brusque du contexte a modifié nos interventions. Nous rencontrons de plus en plus de personnes migrantes consommatrices de crack et qui parlaient une langue différente de la nôtre. Un changement profond était en train de s'opérer. Aujourd'hui, nous poursuivons notre travail d'implantation sur le terrain. Malgré l'évacuation des divers camps autour de l'espace, les maraudes continuent d'aller à la rencontre des usagers de drogues, qu'ils parlent français, anglais, somali, peul, arabe... Malgré les tempêtes, les maraudes proposent presque toujours un port d'attache, elles symbolisent et orientent vers un lieu où il est possible de faire une halte.

Thomas Papin

# Le chemsex, quand drogue et sexualité se rencontrent

Retour sur les origines de cette pratique qui mêle sexe et drogues, et les nombreuses problématiques qu'elle soulève.

**L**e chemsex est une pratique consistant à avoir des rapports sexuels sous l'influence de produits stimulants (la cocaïne, les amphétamines ou l'ecstasy), de produits dissociatifs (la kétamine) ou de produits dits dépresseurs (comme l'héroïne ou les poppers). Elle concerne surtout le milieu homosexuel, mais le chemsex se pratique également de plus en plus en couple, parfois avec des partenaires hétérosexuels.

Les sessions chemsex sont de durée variable mais certaines s'étalent sur plusieurs jours. Les « chemsexuels » cherchent à augmenter le désir, le plaisir, les sensations. Il s'agit le plus souvent de « plans » à plusieurs, aussi appelés « plans chems », « plans slam », « plans planants », « slam party ».

La consommation de substances psychoactives en contexte sexuel s'est notamment développée dans les années 2000 avec la multiplication des soirées privées à caractère sexuel et usage de produits en hausse. Dans les mêmes années, les pratiques chemsex sont facilitées par la démocratisation d'Internet pour rechercher des partenaires et/ou des produits. Entre 2007 et 2009, un nouveau mode d'usage de substances s'est manifesté : le slam. Le slam consiste à injecter le produit (toujours dans le cadre de relations sexuelles) en vue d'en démultiplier les plaisirs.

Les produits les plus souvent associés au chemsex sont : les poppers, le GHB/GBL, les cathinones, la cocaïne, la MDMA, la kétamine, la méthamphétamine et les médicaments de performance sexuelle (Viagra). Les mélanges de produits sont fréquents au cours d'un même événement à caractère sexuel.

D'une part, elles permettent l'augmentation de la libido, la levée des « blocages » ainsi qu'une endurance accrue. D'autre part, elles améliorent la qualité des relations sexuelles : les produits rendent les partenaires plus attractifs, accentuent les sensations. En effet, mis à part le GHB/GBL et la kétamine, tous les produits consommés pour les pratiques chemsex ont des propriétés stimulantes et notamment celles de provoquer des sentiments d'euphorie ou d'augmenter l'excitation et l'endurance sexuelle. Les usages de GHB/GBL et/ou de kétamine visent plutôt des effets relaxants favorisant eux aussi la qualité des relations sexuelles.

La vigilance des usagers est également fortement atténuée à mesure de l'avancée dans la session, surtout s'ils sont *slamés*. Par ailleurs, les professionnels rencontrent de plus en plus de personnes dont les témoignages évoquent des usagers devenus dépendants, et pour qui les rencontres à caractère sexuel deviennent des prétextes pour consommer des produits.

Néanmoins, les risques liés à la consommation et aux pratiques sexuelles ne sont pas les seuls qui existent. En effet, sur le plan social, le chemsex peut être un facteur de désocialisation pouvant



© Camille Déjoué

engendrer un éloignement progressif du cercle d'amis, des difficultés professionnelles, etc. Sur le plan psychique, la pratique du chemsex pose principalement la question du consentement, pouvant parfois, voire souvent, être altéré.

Aujourd'hui, le chemsex alerte particulièrement dans la mesure où il expose les personnes à des risques liés aussi bien à l'usage de substances psychoactives qu'à certaines pratiques sexuelles. Concernant les pratiques sexuelles – qui peuvent être parfois extrêmes –, l'absence de protection pendant le rapport augmente les risques d'infections.

Les problématiques liées au chemsex ont notamment gagné en visibilité du fait d'une recrudescence des maladies infectieuses (réinfection chez un même patient, accidents d'exposition au sang). Les professionnels de santé ont pu constater des situations de grande inexpérience des pratiquants, particulièrement quant aux gestes requis pour prévenir les infections liées à l'injection.

Concernant les risques liés à l'usage de substances psychoactives, on retrouve : le partage ou la réutilisation du matériel de consommation, qui constitue des comportements à fort risque de contamination ou de réinfection (VIH, VHC, VHB, autres IST) ; le risque d'overdoses, accentué par une vigilance atténuée ou des mélanges ; le risque de développer une forte dépendance aux produits. Enfin, les usagers s'exposent également à des troubles cognitifs importants, voire à la décompensation de troubles psychiatriques (troubles anxieux, troubles bipolaires). D'autre part, l'injection peut aussi entraîner une série de complications : abcès, endocardites, septicémies, altération du réseau veineux, complications cutanées.

Sarah Petit

# Le chemsex, nouvelles pratiques pour nouveaux consommateurs

*Nous retraçons dans cet article, l'histoire de la rencontre entre l'équipe du CAARUD EGO et l'équipe du Check-Point, un centre gratuit d'information, de dépistage et diagnostic (CEGIDD), autour de la thématique du chemsex.*

A STEP, nous accueillons depuis maintenant quelques mois un nouveau profil de consommateurs, qui, jusqu'à présent, n'étaient pas des habitués de nos services : les chemsexers. Leur arrivée à STEP s'est faite progressivement, en partie grâce au bouche-à-oreille. Au départ peu nombreux, ils représentent aujourd'hui une part non négligeable des usagers : ils viennent principalement chercher du matériel d'injection pour le *slam* (injection par voie intraveineuse de drogues).

Le lien s'est rapidement créé avec l'équipe, ce qui a permis d'avancer sans tabou sur les problématiques liées au chemsex. En effet, les consommateurs pratiquant le chemsex sont en général très curieux et n'hésitent pas à interroger leurs pratiques, tester du nouveau matériel, faire des retours d'expérience, analyser leur produit...

Toutefois, nous observons encore des résistances inhérentes à la conscientisation de la dépendance chez ce public. Celui-ci tient fréquemment un discours qui souligne l'usage récréatif de la drogue avant tout ; en ce sens, il ne se sent pas concerné lorsque nous évoquons une possible addiction aux produits.

Avec l'équipe du CAARUD, nous avons réfléchi à une stratégie adaptée pour accompagner au mieux ces nouveaux usagers de drogues. Nous souhaitons que STEP soit avant tout considéré et repéré comme un lieu sécurisant où l'on peut parler de prise de risques, d'injection, et surtout de RdR !

C'est dans ce cadre que s'inscrit notre rencontre avec l'équipe du Check-Point, un CEGIDD communautaire pour les personnes LGBT, situé au 36 rue Geoffroy l'Asnier dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Le Check-Point propose une offre de soins et un accompagnement spécifique à direction des personnes LGBT : accompagnement PrEP, dépistage VIH/VHC et sérologie IST, consultations spécialisées (avec un sexologue, un psychologue, un addictologue), délivrance du Traitement Post-Exposition (TPE) au VIH...

Ainsi, il était important pour l'équipe du CAARUD de se mettre en lien avec le Check-Point afin d'échanger autour des enjeux de la pratique du chemsex : les caractéristiques des usagers, comment organiser l'aller-vers, quel matériel de RdR proposer, etc. De fait, nous nous sommes rapidement rendu compte qu'il fallait allier la spécificité de nos deux services pour proposer un accompagnement au plus proche de la réalité des chemsexers. L'équipe du Check-Point nous a par exemple fait part du tabou de la consommation chez les personnes se rendant au CEGIDD alors que nous avions fait le constat inverse à STEP ! Au contraire, il était plus compliqué pour les équipes du CAARUD d'aborder les prises de risques liées à la transmission des infections sexuellement transmissibles au comptoir de STEP. Ainsi, nous avons échangé autour de la possibilité de mener une action commune auprès des chemsexers afin de leur offrir un espace particulier pour pouvoir se rencontrer, échanger sur leurs pratiques, parler produits et modes de consommation, plaisir et redescende, au cours de discussions encadrées par un professionnel du CAARUD sensibilisé à la question et par un professionnel du Check-Point.

Cette proposition est toujours en cours de co-construction et verra le jour – nous l'espérons – très vite. A STEP nous avons sondé les chemsexers que nous accueillions et ce projet avait reçu un enthousiasme certain, qui témoigne sans doute d'un réel manque à ce niveau-là.

À ce jour, l'équipe du CAARUD, sensibilisée à la question, propose des orientations spécifiques pour des personnes en demande de soins et d'écoute, des discussions de RdR autour du matériel de consommation, des flyers sur les produits, de l'analyse de drogue par CCM, la possibilité de se faire TRODer (Test rapide d'orientation diagnostique) et des conseils de prévention, notamment en ce qui concerne la PrEP.

L'arrivée de ce nouveau public dans les CAARUD a impulsé une réflexion sur la pratique du chemsex, en plus de permettre aux équipes de découvrir un nouveau profil de consommateurs ainsi qu'un panel de drogues jusqu'alors peu rencontrées sur les structures. Le phénomène reste pour autant préoccupant, car de plus en plus répandu.



© Camille Déjoué

Nina Astorri



© Elie Punk

# Livret des usagers

## la rencontre de deux mondes

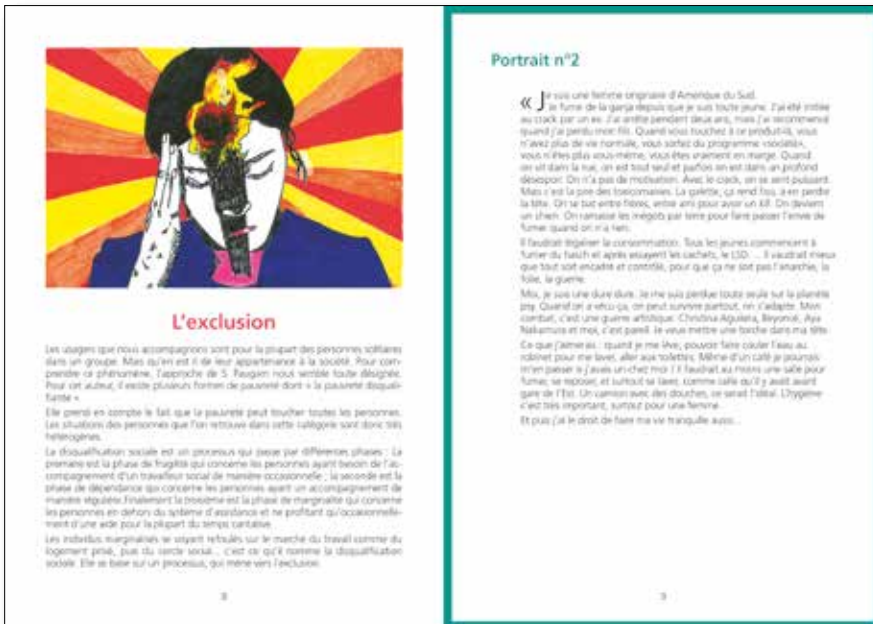
*Un groupe des usagers, salariés et bénévoles à constitué un livret sur la parole des consommateurs de crack à Paris. Un livret nourri de l'expérience des usagers eux mêmes.*

C'est au sein même d'Alter EGO qu'on peut retracer la genèse du livret des usagers, en 2020, lorsque François Dagnaud, maire du 19<sup>ème</sup> arrondissement, fit part de son souhait de créer un observatoire citoyen sur modèle de celui du 20<sup>ème</sup>. S'ensuit alors la rencontre d'Eric Labbé, habitant engagé du quartier, qui milite depuis plusieurs années en faveur d'une solution non répressive pour régler les problématiques des usagers de crack et des riverains. Il nous fait remarquer que si les riverains, les associations et les pouvoirs publics discutent entre eux, aucune de ces instances ne porte la voix des usagers : pour la plupart sans domicile fixe ou hébergés dans des structures du 19<sup>ème</sup> arrondissement. En effet, les usagers de crack représentent des acteurs fondamentaux afin d'avoir une discussion éclairée sur ces sujets. Encore fallait-il accepter de légitimer et valoriser cette parole « des usagers pour les usagers ».

Au fur et à mesure de l'avancée des discussions, les réflexions collectives impulsent l'envie de mener une enquête, portée sur les revendications des usagers de drogues et mettant en lumière leurs histoires et parcours de vie. D'un côté, la volonté était de continuer de partager au plus grand

nombre les pratiques d'accompagnement d'Aurore – parfois méconnues – propres au champ de la réduction des risques ; de l'autre, décrire précisément les conditions de vie des usagers de drogue, leur quotidien, les problèmes auxquels ils sont confrontés, leurs attentes, déconvenues, espoirs et propositions. Dès lors, il était nécessaire de mener une enquête de terrain avec les moyens – restreints – que nous avions à disposition pour récolter ces paroles.

Plusieurs phases ont jalonné la création de ce livret. Tout d'abord, l'élaboration du questionnaire qui sert de charpente et de guide aux entretiens, s'est avérée être un exercice stimulant. En effet, au départ, si notre objectif était clair – aller sur le terrain pour recueillir les paroles des usagers et leurs propositions à destination des pouvoirs publics – nos méthodes concrètes de travail restaient relativement floues. Si les questions posées étaient jugées pertinentes par nos équipes, il restait à déterminer comment approcher notre terrain sans donner aux usagers l'impression de réaliser un énième entretien avec un travailleur social. Plus encore, comment faire pour instaurer une forme de réciprocité dans l'échange, qui garantisse une parole sincère, riche, éminemment humaine ? En outre, qu'est-ce que l'on demande, et pourquoi ? Sans oublier que nous souhaitions que les usagers de drogues parlent d'eux, en s'interrogeant mutuellement. Pour répondre à ces questionnements liminaires, nous avons partagé l'entretien en cinq thèmes qui racontent tous à leur façon des aspects de la vie d'un consommateur de drogues à la rue : la journée type d'un consommateur, la place de la



Extrait de quelques pages du **Livret des usagers**, illustrée par l'artiste plasticienne Elie Punk.

consommation dans celle-ci, les besoins et difficultés rencontrés, les services et structures rencontrés (et à inventer), en somme ce qui existe et ce qui est amené (ou non) à voir le jour.

Nous nous sommes rendu compte, en proposant aux usagers de conduire eux-mêmes les entretiens, que ceux-ci pouvaient éprouver le sentiment de se démarquer du groupe et d'apparaître comme des sortes de « favorisés » aux yeux des autres consommateurs. Fort heureusement, la présence rassurante des travailleurs pairs<sup>1</sup> nous a permis de contourner ce problème et de disposer d'un nombre d'entretiens suffisants.

De plus, la mise en place d'un binôme usager/salarié (ou bénévole) a facilité les échanges et s'est même avérée indispensable pour la retranscription des entretiens – certains usagers ne disposaient pas des ressources suffisantes pour retranscrire les entretiens et écrire calmement. Par ailleurs, cette initiative était même bienvenue dans le sens où certains bénévoles, ne travaillant pas dans le domaine du social, ont pu poser des questions inhabituelles et contribuer à libérer la parole en faisant travailler l'imaginaire, les sensations et émotions qui nourrissent et alimentent une vie.

En somme, les usagers ont participé avec enthousiasme à ce projet, et même si l'objectif initial du projet n'a pas pu être rempli, à savoir porter la parole des usagers au sein de l'observatoire (son accès étant réservé à la direction), le matériel

1. Travailleur social qui partage des expériences communes avec les usagers (parcours de vie, addiction, difficulté à trouver un logement, etc.)



accumulé au fil des entretiens a donné naissance au livret pédagogique à destination des riverains que nous sommes en train de finaliser.

Par ailleurs, c'est cette même volonté de porter cette parole, de la faire exister au sein de l'espace public qui anime nos équipes et motive notre action. Pour autant, cette parole, pour qu'elle soit bien comprise et assimilée par des néophytes du vocabulaire de la RdR, nécessite des informations qui viennent compléter les témoignages des usagers. Par exemple : qu'est-ce qu'un traitement par substitution d'opiacés ? Quelle est la spécificité de la condition des femmes en rue ? La loi de 1970, l'analyse de produits, les dispositifs spécialisés en addictologie ?

Dès lors, nous avons pu traiter nombre de sujets pour expliquer au public quelles structures accompagnent les consommateurs, ainsi que les évolutions législatives, sociales sur la question des drogues.

C'est la nature même de ce travail collaboratif qui a permis ces réflexions et a abouti à la création des portraits : des condensés de récits de vie qui permettent de mieux comprendre le contexte socio-économique, émotionnel et culturel des usagers.

Des portraits à l'intérieur desquels les usagers sont maîtres de leur parole et dévoilent un monde dans toute sa richesse et sa complexité.

Boris Guichard



© Kiki Picasso

## EGUS 12<sup>ème</sup> ÉDITION

*ALTER EGO* était présent à la 12<sup>ème</sup> édition des États généraux des usagers de substances (EGUS) organisés par ASUD et OPPELIA.

Cet EGUS, placé sous le thème de la « toxicophobie », a réuni professionnels de santé, riverains, scientifiques, politiques et responsables de structures pour débattre des problématiques rencontrées depuis des années par les consommateurs de substances illicites. La journée, décomposée en quatre tables rondes, a permis de balayer un spectre large de questionnements autour de l'usage des drogues : stigmatisation systématique des consommateurs, interrogations autour de la politique répressive des gouvernements, propositions de soins, etc. Si la première partie de la journée a été consacrée aux enjeux liés au crack, l'accent fut ensuite mis sur l'usage des opiacés et l'évolution législative potentiellement favorable aux consommateurs de cannabis. Ainsi, les différents sujets et points de vue développés par les participants ont permis d'offrir un panorama clair et compréhensible, tout en offrant une perspective nouvelle sur des sujets d'actualité.

Ces tables rondes, au-delà de proposer des espaces qui favorisent l'émulation intellectuelle, ont permis d'interroger la construction socio-médiatique des usagers de crack comme « déviants », « délinquants » ou encore « irresponsables ». Plus encore, la présence de représentants d'associations de riverains a favorisé l'instauration d'un débat – parfois tendu – sur l'installation de nouvelles salles de consommation à moindre risque. Ces échanges ont permis la tenue de dialogues nécessaires entre professionnels de santé et habitants, qui n'ont pas souvent l'occasion de discuter sereinement entre eux. En effet, l'initiative d'ASUD était saine et bienvenue : la confrontation à un public qui n'est pas habitué au langage de la réduction des risques et qui ne partage pas nos points de vue sur les bases de la prise en charge est pertinente, car elle promeut l'introduction de débats mesurés dans l'arène médiatique. Surtout, ces débats rappellent que des préjugés moraux hostiles façonnent la perception des usagers de drogues dans nos sociétés afin d'évacuer les questions d'inclusion sociale, brûlantes mais hautement pertinentes.

À l'image de ces débats féconds proposant des intervenants inédits, l'apport transatlantique de Carl Hart, neuroscientifique et docteur en psychologie a été riche d'enseignements. En évoquant des éléments essentiels sur les mécanismes biologiques liés à l'usage de crack, le docteur Hart souligne le fait que les problèmes liés aux scènes ouvertes de consommation de crack sont en grande partie issues de l'incurie gouvernementale relative aux difficultés d'accès à l'hébergement, à l'emploi, et, plus largement, au manque de considération des personnes en situation de grande précarité. Nous le rappelons d'ailleurs sans cesse à EGO, il ne faut pas perdre de vue la prééminence des paramètres sociaux et des facteurs psychologiques lorsqu'on s'intéresse à la consommation de crack. En parallèle, comme l'a rappelé Julie Costa, sociologue spécialiste des consommateurs de crack, des formes de rationalités président au choix que fait l'utilisateur de consommer du crack. En effet, il faut prendre en compte le fait que ces lieux sont des espaces de socialisation pour les consommateurs ; les scènes ouvertes sont des supports sociaux qui organisent la vie individuelle des personnes. La fréquentation de ces lieux n'est donc pas irrationnelle et uniquement guidée par l'obtention du produit.

Enfin, cette journée a permis de briser nombre d'idées reçues sur la perception de la drogue par le grand public : forcément désocialisante, avilissante, entraînant une addiction rapide et foudroyante, en témoigne le fait que la consommation de drogue n'est pas l'apanage des miséreux. Cette déconstruction fine et avisée des stéréotypes se heurte parfois aux préjugés des politiques, comme l'a rappelé Eric Coquerel, optimiste malgré tout quant à l'évolution de la législation sur l'usage du cannabis en France, qui souligne une avancée commune et transpartisanne sur ce sujet. En somme, la toxicophobie est à la fois élément de départ et point d'aboutissement au sein du débat public sur les usagers de drogue. Il impulse et oriente un regard accusateur qui conduit à faire des usagers des figures repoussoirs, qui n'ont pas le droit à des conditions de vie dignes, car supposément seuls responsables du choix de l'environnement dans lequel ils évoluent actuellement : un écosystème dangereux, fragile, instable et déstabilisant.

Boris Guichard

+ Pour plus d'informations voir les sites : <https://www.oppepia.fr/> et <http://www.asud.org/>

# alter / poème

*J'ai vu à l'aube des dernières années de périples  
interminables le champ de bataille,  
où la violence trouve son paroxysme.  
Le seuil de l'innommable adversité,  
Maître du temps  
C'est dire tout ce qu'il faut pour rester raccord  
Qui suis-je ?  
D'un monde perdu... Loin de tout  
La liberté n'a aucun prix de limite  
Elle se doit de rester authentique  
À vrai dire, comment ne pas succomber devant  
l'ignominie on meurt de chagrin ...  
Le sang versé a perdu l'éclat de sa couleur vive...  
Restez indemne et c'est idem pour moi  
Mots pour maux  
Je n'ai pas dit mon dernier mot*

VHK.